

paragraphe dans lequel il est question de la prospérité qui règne dans le pays. Il a dit que cette prospérité était due à la Providence et que le gouvernement du jour y était étranger. Mais c'est dire une banalité que de prétendre que la Providence aide ceux qui s'aident. En tout cas, la Providence ne semble pas avoir aidé beaucoup mes amis de 1878 à 1896. Durant ces années-là, le commerce a languï, malgré les efforts qui ont été faits au moyen de la politique nationale, pour lui donner de la vie. Durant tout ce laps de temps le chiffre de tout le commerce n'a été que de \$67,000,000. La théorie établie par la politique nationale tendait à dire que les cultivateurs devaient vendre leurs produits à ceux qui étaient employés par les manufacturiers et que ceux-ci allaient s'enrichir en vendant leurs productions aux cultivateurs. C'était la vieille histoire de l'échange des couteaux de poche. Le commerce étranger n'était pas développé; on ne faisait aucun effort pour l'établir, et conséquemment aucun progrès n'était accompli. Les honorables sénateurs savent que la population, au lieu d'augmenter dans plusieurs provinces, diminuait. L'exode des Canadiens à l'étranger était le sujet journalier des discussions qui se sont faites au parlement durant dix-huit ans. Je citerai quelques chiffres à l'appui de ce que j'avance. Je ne me propose pas de traiter le sujet à fond. Il a déjà été traité en maintes occasions. L'augmentation moyenne des dépôts faits dans les banques a été, entre 1878 et 1896, de \$6,000,000. L'augmentation de ces dépôts, de 1896 à 1906, a été de \$34,000,000, presque six fois plus forte que celle constatée sous le régime de la politique nationale. Tout le commerce n'a augmenté annuellement que de \$4,000,000 durant la période où les honorables membres du parti conservateur étaient au pouvoir; l'augmentation annuelle durant neuf années, jusqu'à la publication des derniers rapports officiels, a été de \$23,000,000. Ainsi, quant aux dépôts de banques et à tout le commerce, la différence est celle qui existe entre 6 et 1. C'est une différence importante. Elle n'a pas été la résultante d'un accident ou d'un heureux hasard. Elle doit avoir été la résultante des efforts persistants que le gouvernement a déployés. Le soleil a brillé avec autant d'éclat durant les années où mon honorable ami siégeait de

ce côté-ci de la Chambre. Les avantages propres à développer les ressources du Canada étaient aussi considérables qu'ils le sont aujourd'hui; mais on n'en a pas tiré parti. Je pourrais citer un grand nombre de chiffres à l'appui de mon assertion, mais je ne veux pas faire perdre son temps à la Chambre en lui racontant une histoire très ancienne, que la Chambre a entendue déjà bien des fois; et je crois que tout le monde est convaincu que c'est une autre cause que celle que l'honorable chef de l'opposition a mentionnée, que c'est, dis-je, une autre cause qui a produit dans le pays le progrès extraordinaire qu'on a constaté durant la période à laquelle j'ai fait allusion. Le gouvernement a dépensé beaucoup d'argent pour développer notre commerce; il a dépensé largement pour contribuer à l'augmentation de la population. Il a eu aux Etats-Unis des agents chargés d'y faire connaître les avantages qu'offre le Canada, surtout à la classe agricole, et la dépense de cet argent a donné d'assez bons résultats. En Europe, aussi, de fortes sommes ont été dépensées pour faire connaître les avantages qui attendent ceux qui viendront cultiver les terres du Canada. J'arrive maintenant à l'assertion de mon honorable ami, qui a prétendu que le parti libéral s'est montré étrangement illogique, et que ses membres ont fait preuve de peu de franchise et d'honnêteté en se donnant, durant les dix dernières années, comme libre-échangistes. Le gouvernement sait, les manufacturiers savent, tout membre intelligent du parti libéral sait, que le tarif qui sera soumis au parlement dans quelques jours sera un tarif aussi protecteur qu'aucun autre tarif qui a encore été soumis au parlement canadien.

Je ne crois guère que mon honorable ami passe pour un prophète pour avoir fait la prévision que nous venons d'entendre. Le gouvernement actuel ne s'est jamais donné comme un gouvernement libre-échangiste.

L'honorable sir MACKENZIE BOWELL: Ecoutez! écoutez!

L'honorable M. SCOTT: Le gouvernement du Canada, avant 1874, avait maintenu un tarif de revenu. Lorsque le gouvernement de 1874 était au pouvoir, ayant mon honorable ami (l'honorable sir Richard Cartwright) comme ministre des Finances, il y avait un tarif de revenu, et le taux moyen